

**Politique migratoire - Entretien de
M. Jean-Baptiste Lemoyne,
secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, avec "Sud Radio"**
(Paris, 12 juin 2018)

Q - Bonjour Jean-Baptiste Lemoyne.

R - Bonjour.

Q - La France doit-elle accueillir "l'Aquarius", ce bateau de 629 migrants affrété par une ONG française, refusé par l'Italie et Malte ? C'est trop loin pour aller en Espagne, il ne resterait pas assez de vivres à bord, la Corse par la voix de Jean-Guy Talamoni propose l'accueil, quelle est votre position Jean-Baptiste Lemoyne ?

R - La position c'est qu'au-delà de ce cas humanitaire particulier, mais j'y reviendrai, il faut que cette question soit gérée de façon européenne avec des vraies réponses et surtout avec une gestion qui aille le plus en amont possible. C'est d'ailleurs le sens de la proposition et non pas seulement de la proposition mais également de l'action d'Emmanuel Macron puisque la France a mis en place avec l'OFPRA et le Haut-commissariat aux réfugiés, par exemple au Niger, un certain nombre de missions pour identifier les personnes qui sont effectivement éligibles au droit d'asile pour leur éviter cette traversée de la mort.

Après il y a l'immigration économique, c'est autre chose et il faut y apporter une réponse. De ce point de vue-là, le Président de la République et le gouvernement sont aussi au rendez-vous avec une aide accrue en matière d'aide au développement pour créer des entreprises, des auto-entrepreneurs, de la formation dans les pays subsahariens. C'est comme cela qu'il faut agir.....

Q - Non, mais c'est vrai Jean-Baptiste Lemoyne, sauf que vous voyez il y a quasiment tous les jours des bateaux comme ça en perdition, pas tous les jours, mais il y en a énormément qui sont secourus par des ONG, enfin en tout cas des migrants. Qu'est-ce qu'il faut faire dans ce cas précis ?

R - Bien sûr. Mais ce que je veux dire c'est que la France est à la manoeuvre, vous l'avez vu il y a quelques jours : pour stabiliser la situation en Libye, le Président de la République a accueilli il y a quelques jours tous les protagonistes de la scène libyenne, pour pouvoir enfin avoir des élections, avoir un pays stable. Parce qu'aujourd'hui ce qui se passe dans la Méditerranée est notamment le fruit d'une Libye déstabilisée. Le Président de la République les a tous mis autour de la table, ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps. Nous sommes en

initiative pour régler les problèmes, les situations à la racine, aux causes....

Q - Et dans le cas précis de l'Aquarius qu'est-ce qu'on fait ? Parce que, là, il y a urgence quand même ?

R - Oui. Mais il y a une proposition humanitaire qui a été faite par l'Espagne, elle est en cours d'expertise d'un point de vue météorologique et s'agissant de la capacité du bateau à rejoindre le port de Valence...

Q - On dit que c'est trop loin ou alors qu'il faudrait acheminer des vivres.

R - C'est vraiment en cours d'expertise.

Q - Et l'initiative de Jean-Guy Talamoni, l'accueillir en Corse ?

R - Oui, enfin, n'étant pas aux responsabilités, il prend une position qui est facile.

Q - Oui, mais secours en mer, personnes en détresse.

R - Oui mais que dit justement spécifiquement le droit international ? C'est qu'il faut aller vers le port le plus sûr, le plus proche. Et on voit bien que la Corse n'est pas le port le plus sûr, le plus proche, vu la situation du bateau. C'est entre l'Italie et Malte - et c'est d'ailleurs le contrôle italien qui avait pris en charge le bateau -. Donc c'est de ce côté-là qu'il faut regarder.

Q - Oui, du côté de l'Italie, ce qui veut dire que vous remettez la pression sur l'Italie?

R - Non, du côté... ce que je veux dire c'est qu'on parle de la règle...

Q - Je ne comprends pas bien, Jean-Baptiste Lemoyne...

R - Si, c'est très simple, c'est la règle du port le plus proche, le plus sûr. Puisque, de deux choses l'une, soit le bateau est capable d'aller jusqu'à l'Espagne - puisqu'il y a une proposition de l'Espagne qui a été faite - et donc c'est en cours d'expertise...

Q - Oui, pour aller à Valence.

R - ...soit il n'est pas capable. Et, à ce moment-là, il faut lui trouver le port le plus proche, le plus sûr.

Q - Oui, et la France pourrait intervenir quand même ou pas, non ?

R - Mais la France, encore une fois, intervient notamment dans le cadre du dispositif Frontex et EUNAVFOR. Dans le dispositif Frontex en la Méditerranée, il y a un certain nombre de navires, qui sont là pour s'assurer du bon fonctionnement d'un certain nombre de choses. Mais, encore une fois, la Corse n'est pas le port le plus proche - il faut dire les choses. Et donc de deux choses l'une, soit le navire est en capacité de faire une longue traversée et il y a cette proposition humanitaire espagnole qui est sur table, soit il n'est pas en mesure et à ce moment-là le droit international doit s'appliquer.

Q - Donc, ça ne sera pas la France en tout cas. Est-ce que c'est inenvisageable de renvoyer les migrants en Libye, comme le réclame aussi Nicolas Dupont-Aignan ? (...) C'est une situation un peu de détresse quand même.

R - Nous, on s'emploie - c'est la marque de fabrique d'Emmanuel Macron - justement à être dans le traitement des problèmes à leur racine, et le problème c'est quoi ? C'est la déstabilisation d'un certain nombre de pays qui jettent des réfugiés et ces réfugiés lorsqu'ils sont éligibles à l'asile, on doit leur éviter cette traversée de la mort. C'est ce qu'on fait à travers des missions qui sont menées avec le Haut-commissariat aux réfugiés. Et par ailleurs c'est, également, des jeunes femmes et des jeunes hommes qui ne se voient pas d'avenir économique dans leur pays et pour lesquels il faut qu'on crée les conditions de cet avenir. C'est le discours très fort de Ouagadougou du président de la République : dans le domaine de la scolarité de base, de la formation, on doit mettre le paquet parce qu'il faut aider ces pays. Il y a une démographie qui est telle qu'il faut former des bataillons d'enseignants, faire en sorte qu'avec la formation professionnelle également nous puissions les accompagner et tout simplement créer des opportunités. Parce que beaucoup se jettent sur ces routes qui sont les routes vers l'Europe mais pas dans le cadre d'un esprit de liberté mais par nécessité. Il faut qu'on arrive à apporter des vraies réponses structurelles.

Q - Oui. L'arrivée au pouvoir quand même des populistes en Italie change un peu la donne ?

R - Surtout on voit bien qu'il y a un moment de vérité pour l'Union européenne, parce qu'on a un certain nombre de politiques sur lesquelles il n'y avait pas suffisamment de résultat, d'efficacité. De ce point de vue-là, les choses progressent. Regardez le budget pour les 7 prochaines années mis sur la table par la commission européenne : nous en contestons certes le volet agricole, mais, par exemple, il apporte des bonnes réponses en matière de gestion des frontières, en matière de politique migratoire parce que des moyens sont mis sur la table pour enfin rendre opérationnelles des agences comme Frontex, pour avoir une vraie gestion, parce que c'est ensemble qu'on peut apporter des réponses, ce n'est pas seul chacun dans son coin, et au coup par coup.

Q - La Corée. Vous saluez la poignée de mains historique cette nuit entre Donald Trump et le Coréen du nord Kim Jong-Un, on ne sait pas ce qu'il y a précisément dans l'accord aussi ?

R - Je suis bien d'accord avec vous. Donc on attend de voir le contenu pour pouvoir avoir une

analyse de fond, en lien avec nos partenaires dans la région, et naturellement vous en dire plus. Tout ce qui va dans le sens d'une dénucléarisation, de la lutte contre la prolifération nucléaire, naturellement va dans le bon sens. C'est d'ailleurs dans cet esprit que la France a toujours défendu et défend l'accord qui a été signé avec l'Iran pour éviter absolument que l'Iran ne puisse reprendre cette course à l'arme nucléaire. Aujourd'hui il faut être vigilant sur ce qui sera évoqué, c'est sûrement peut-être une première étape, mais encore une fois...

Q - C'est une bonne chance quand même cette poignée de mains ?

R - Tout ce qui va dans le sens d'un apaisement et positif. Mais surtout il faut que les engagements soient vérifiables, irréversibles, parce qu'il y a peut-être une asymétrie entre les deux présidents, il y en a un qui a peut-être déjà obtenu ce qu'il voulait : la photo. Je parle de Kim Jong-Un. Et, en attendant, ce que souhaite la communauté internationale, c'est d'avoir des engagements qui soient tangibles, crédibles et qui puissent être vérifiés, parce qu'il s'agit d'enjeux qui touchent directement à la sécurité non seulement régionale mais internationale.

Q - À propos de Trump et puis la suite du G7. Ce qui s'est passé ce week-end, complique un peu les choses un peu pour vous, notamment pour le commerce extérieur - aujourd'hui vous allez être avec les PME qui réclament effectivement plus de moyens pour pouvoir être en mesure d'exporter -, cela complique un petit peu les difficultés avec ces taxes et ces barrières qui vont être imposées ?

R - Ce qui est sûr c'est qu'il y a un regain de tension commerciale internationale qu'on n'avait pas vu depuis très longtemps. Nous, là aussi, nous considérons qu'il faut apporter des réponses à la racine des problèmes. Le président Trump sanctionne ses alliés européens en imposant des taxes sur notre acier et notre aluminium en disant qu'on met en péril sa sécurité nationale ; c'est un peu risible puisque nous sommes des alliés. Et, par ailleurs, nous ne sommes pas la cause de ses surcapacités d'acier et d'aluminium qui inondent le marché américain. Il vaut mieux chercher la cause du côté de la Chine et donc la vraie réponse c'est d'aller lutter contre les surcapacités chinoises. De ce point de vue-là, cela veut dire travailler en multilatéral, apporter des réponses avec l'OMC, avec l'OCDE et avec le G20 et, là, on a besoin que ces outils soient peut-être plus opérationnels et, nous, on veut travailler à cela.

Q - Question politique encore. Revenons un instant sur l'Aquarius, je n'ai pas très bien compris une chose, pourquoi la France ne dit pas : "puisque les Italiens n'en veulent pas, puisque Malte n'en veut pas, nous on va accueillir ces migrants", pourquoi la France ne le dit pas, ne le fait pas ?

R - Mais parce que vous savez bien que la situation est en train d'être expertisée pour voir si le navire peut se rendre en Espagne ou pas...

Q - Non, mais d'accord, ça on a compris. Mais pourquoi on ne fait pas ce geste ?

R - ce que je veux dire, c'est qu'il faut prendre les choses de façon très rationnelle, il y a une situation naturellement qui interpelle et à cette situation-là il faut qu'il y ait encore une fois des

réponses qui soient rationnelles, encore une fois...

Q - Mais enfin on est quand même bien responsables de quelque chose, l'Italie a accueilli 700.000 migrants, on les a laissés seuls, l'Europe n'a pas fait son boulot, la France n'a pas fait son boulot, et ça continue ?

R - Je ne peux pas vous laissez dire ça. La France prend plus que sa part dans la gestion globale de cette question, au sens où elle est engagée sur le théâtre libyen pour stabiliser la situation, au sens où nous sommes engagés à accueillir sur trois ans 10.000 personnes éligibles au droit d'asile grâce à ces missions qui sont conduites avec le Haut-commissariat aux réfugiés directement dans des pays de transit pour leur éviter cette traversée de la mort. Donc la France agit, elle n'est pas inerte. Mais encore une fois cela montre une chose, vous avez raison, au niveau européen on n'a peut-être pas été suffisamment efficaces.

Q - Autre sujet. Vous allez rencontrer en quelques mois, vous allez rencontrer donc les patrons de TPE-PME aujourd'hui à Paris, ils sont en attente, ils trépignent, ils se disent "on a besoin d'aide", vous allez leur dire quoi à ces patrons aujourd'hui ?

R - Ces patrons de PME ce sont eux qui font la vitalité de nos territoires, notamment nos territoires ruraux, hier j'en visitais un certain nombre dans l'Yonne, ce que je peux vous dire c'est qu'on a fait beaucoup pour libérer les énergies, faire en sorte qu'ils puissent embaucher plus facilement en CDI sans avoir la crainte de se dire : "si un jour la conjoncture va moins bien, comment je fais pour ajuster....

Q - Et pourtant ils n'embauchent pas tant que ça.

R - La situation de l'emploi va quand même nettement mieux, les recrutements ont repris et même souvent le problème c'est qu'ils ont des problèmes à recruter, donc on a aussi tout un travail sur l'orientation, sur la formation professionnelle - et c'est la loi qu'est en train d'être discutée aujourd'hui...

Q - Allez une annonce, dix secondes...

R - L'annonce, c'est tout simplement qu'on va mettre aussi le paquet sur l'export. Parce qu'il y a une enquête hier qui est parue. La France est de retour sur la scène internationale en matière d'attractivité et donc on a besoin d'utiliser ce nouvel élan également pour mieux se projeter également à l'extérieur.

Q - Merci Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, était l'invité ce matin de Sud radio./.